

Marianne





POLITIQUE

L'Europe, à refaire ou à défaire !

Par Hervé Nathan

Publié le 01/05/2017 à 12:00

[Imprimer](#)

[Partager sur Facebook](#)

[Partager sur Twitter](#)

Voir plus de partage

Lors de la campagne du 1er tour, les candidats ont évité de débattre au fond de la construction européenne, qui surplombe pourtant la politique française. Dans l'entre-deux-tours, Marine Le Pen occupe le terrain avec son idée de passer à une monnaie commune, tout en menaçant de sortir de la zone euro. Retour sur un débat central.

François Hollande est déjà dans la cérémonie de transmission des consignes à l'Elysée, qui n'aura pourtant pas lieu avant le 10 mai ... La preuve : il prodigue des conseils à son successeur par l'entremise gourmande de Franz-Olivier Giesbert, dans *le Point* du 13 avril : « *Le premier enjeu de son mandat sera l'Europe, son avenir et même son existence.* » Rien d'étonnant : la question européenne est depuis dix ans la priorité des priorités des présidents nouvellement élus. Alors que Jacques Chirac avait attendu cinq mois en 1995 avant de rencontrer le chancelier Gerhard Schröder, ses épigones se précipitent à Berlin puis à Bruxelles dans les premiers jours qui suivent leur élection, persuadés que le suffrage universel direct leur donne la clé pour résoudre la crise - du moment - de la construction européenne.

En 2007, Nicolas Sarkozy avait estimé que son avènement lui conférait le pouvoir de renverser le vote négatif émis par les Français contre le projet de constitution (TCE) deux ans auparavant. Dès le mois de décembre suivant, le traité de Lisbonne (TFUE) intégrait dans la loi fondamentale ce que les citoyens de l'Hexagone ne voulaient pas ! Cinq années plus tard, François Hollande à son tour acceptait ce que les Français lui avaient donné pour mandat de refuser : le traité d'austérité budgétaire imposé par Angela Merkel à la zone euro.

LES FRACTURES QUE LE TRAITÉ DE LISBONNE AVAIT VOULU MASQUER SONT DEVENUES DE VÉRITABLES BRÈCHES.

DÉNIS DE DÉMOCRATIE

A chaque président reviendrait donc de sauver l'UE, à chaque fois plus mal en point. En 2007, il s'agissait de résoudre une crise de la gouvernance (qui masquait de profondes fractures), en méprisant la démocratie. En 2012, de remédier aux insuffisances de la zone euro en appliquant un corset budgétaire et en piétinant les Grecs. En 2017, les institutions européennes considèrent avec effroi la perspective de leur disparition prochaine. Premier parmi les lucides, Jean-Claude Juncker a pris très tôt conscience que la Commission qu'il préside depuis deux ans est « *celle de la dernière chance* », car les fractures que le traité de Lisbonne avait voulu masquer se sont élargies à de véritables brèches. Dès 2012, la troïka (BCE, Commission de

Bruxelles, FMI) avait démontré en Grèce, mais aussi en Espagne, au Portugal et en Irlande, le déni de démocratie dont sont capables des institutions hors du contrôle populaire, allant jusqu'à défaire gouvernements et majorités régulièrement désignés par les électeurs de leurs pays. En 2016, le vote majoritaire des Britanniques en faveur de la sortie de l'Union européenne avait comme origine principale la volonté forcenée des Européens de placer les travailleurs en concurrence d'un bout à l'autre du continent, la libre circulation des hommes étant élevée sur le même piédestal que celle des marchandises ou des capitaux.

Mais l'ordre de fer européen n'est plus que l'ombre de lui-même : la Commission, « *gardienne des traités* », ne fait plus que passer les plats. Exit les sanctions, pourtant « *obligatoires* » contre les pays en déficit budgétaire « *excessif* » (France, Espagne, Portugal). Fini les menaces contre le régime autoritariste de Viktor Orbán en Hongrie, et les sanctions contre les pays qui n'accueillent pas leurs quotas de réfugiés en provenance de Syrie et d'Irak. Les grands principes sont passés aux oubliettes. On se souvient peu que les chefs d'Etat et de gouvernement se sont assis dessus en 2016 en acceptant une discrimination contre les ressortissants européens installés en Grande-Bretagne, dans l'espoir vain d'aider Cameron à s'opposer au Brexit ! On voit même des commissaires prendre des initiatives antilibérales, comme celui en charge de la Concurrence qui inflige une amende à Apple pour son optimisation fiscale agressive, ou celui en charge du Travail qui propose une réforme radicale de la directive travailleurs détachés.

LIRE AUSSI "L'euro, oui, mais avec le pardon des dettes"



Μποτίνια Kickers KICK HI Black Διαθέσιμο για γυναίκες. 36.

-

[Kickers - Μποτίνια Κικ...](#)

UN PROJET EN PANNE

De 2007 à 2017, le pouvoir européen s'est réduit comme une peau de chagrin. Les arguments de ses thuriféraires sont devenus de plus en plus fragiles. Ainsi Jean Quatremer, correspondant inamovible de *Libération* à Bruxelles depuis plus de vingt ans, épilogue-t-il dans son dernier livre, avec un scénario fiction qui invente une histoire de l'Europe depuis 1950 sans construction européenne, évidemment bien pire qu'aujourd'hui. Une bien légère « *uchronie cauchemardesque* », en fait conte à dormir debout, pour s'opposer à l'eurosepticisme ! Quatremer est comme son collègue Nicolas Doze, de BFM Business, qui se désole que « *près de la moitié des Français pensent que la Terre est plate* », en additionnant avec dédain les intentions de vote pour les candidats soit radicalement critiques (Hamon, Mélenchon), soit hostiles à l'Union européenne (Le Pen, Dupont-Aignan, Asselineau).

La panne du projet européen est si profonde que la Commission a elle-même abandonné toute ambition de dessiner un futur un tant soit peu acceptable pour les opinions publiques. En mars dernier, elle a publié un « livre blanc » dessinant pas moins de cinq scénarios possibles pour l'UE, de la continuité dans le bancal au saut fédéraliste en passant par la régression du chacun pour soi, sans choisir aucun d'entre eux. Ne reste plus pour Jean-Claude Juncker qu'à espérer qu' *« un large débat, empreint d'honnêteté, pourra maintenant s'ouvrir. Nous avons l'avenir de l'Europe entre nos mains ».*

Saint Monnet, priez pour nous ! Si l'Union européenne est menacée de collapsus, c'est que son cœur idéologique faiblit. *« La création d'une monnaie unique est la continuation du grand marché unique européen. Un grand espace économique unifié par la monnaie et par la concurrence “ libre et non faussée ” et où la nationalité devient indifférente à la circulation des personnes. Un espace sans les institutions politiques, sociales, économiques, financières au niveau européen, qui garantirait l' indispensable solidarité et cohésion sociale. Un vaste marché où les Etats nationaux demeurent, mais qu' ils sont impuissants à encadrer, du fait de la primauté attribuée à la concurrence, élevée au rang de principe organisateur souverain. Un vaste marché où toute stratégie coopérative de croissance, que les Français ne cessent de réclamer, est impossible »*, explique André Gauron, économiste, membre de Lasaire, laboratoire d'idées social et européen. La doctrine étant réfutée par l'expérience historique de la crise économique, la toute-puissance de l'Union européenne s'estompe. Du coup, les principaux candidats à la présidentielle semblent désormais comme embarrassés par le sujet !

PAS D'AFFRONTEMENT CLAIR

« La campagne électorale française a révélé tous les tourments européens des Français. Il y a ceux, avec Marine Le Pen et quelques marginaux, qui souhaitent “ jeter le bébé avec l'eau du bain ”, il y a ceux qui souhaitent la “ réorienter ”, voire la “ réinventer ”, qui contestent les traités et veulent les réformer, ceux qui prônent encore “ l'Europe des nations ”, comme si elle n' était pas toujours une alliance de nations souveraines. Il y a enfin ceux qui acceptent de s' inscrire dans le cadre européen et avancent des propositions bien peu imaginatives pour la relancer. Bien peu d' idées nouvelles auront été avancées, aucune explication de la situation actuelle de la scène internationale et de l'Union », analyse Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Jusqu'à présent, on chercherait vainement un affrontement clair. Marine Le Pen sait que les électeurs français conservent un fort attachement global envers l'Europe (et près des trois quarts refusent l'idée de sortir de l'euro). Elle redouble de prudence. Jean-Luc Mélenchon aussi préfère insister sur son « plan A », renégocier les traités, que sur son plan B, sortir de l'UE : « *Ne croyez pas ceux qui vous disent que je souhaite sortir de l'Europe, de l'euro* », lance-t-il lors de son dernier meeting en multi-hologramme. Il se dit même certain de pouvoir trouver un « *point d'accord* » dans la renégociation des traités avec l'Allemagne car c'est un pays « *partenaire, et dans un partenariat, on discute* ».

De leur côté, les proeuropéens eux-mêmes n'ont pas mené bataille. Le « Parlement de l'euro », imaginé par Thomas Piketty, et porté par Benoît Hamon a été enseveli sous le revenu universel. Emmanuel Macron se contente du minimum conventionnel : « *Je serai le*

président du réveil de notre ambition européenne », a-t-il lancé à Bercy, lequel réveil passerait par la « *reconstruction d'une alliance équilibrée avec l'Allemagne* ». Tu parles d'une rupture !

Finalement seuls les « marchés » auront fait campagne. Une toute petite variation à la hausse des taux d'intérêt versés sur la dette publique a fait surgir les « risques », Le Pen d'abord, Mélenchon ensuite, à la une des *Echos*, transformés en trouillomètre de la Bourse. Les économistes ensuite ont tenté de porter le débat, à commencer par Jean Tirole, prix Nobel, qui rameute 24 collègues, y compris Joseph Stiglitz, pourtant critique sur l'euro, pour barrer la route aux « *programmes antieuropéens [qui] déstabiliseraient la France et remettraient en cause [...] la stabilité économique et politique en Europe* ». Les marchés et les économistes ont ceci de commun de n'avoir que les peurs à opposer aux interrogations des peuples. Mais la peur n'est pas bonne conseillère, et encore moins bonne politique.